

Signature du protocole autorisant 30 retenues d'eau sur le Clain

Dossier de la rédaction de H2o
November 2022

C'est ce que l'on appelle avoir le sens du timing. Seulement cinq jours ont passé depuis la manifestation à Sainte-Soline, dans les Deux-Sèvres, et voilà que le préfet de la Vienne a signé le 3 novembre, le protocole prévoyant la construction de 30 retenues d'eau du bassin du Clain. Le lancement de ce projet a été officialisé en fin d'après-midi en partenariat avec les communautés de communes du Haut-Poitou, des Vallées du Clain et du Civraisien-en-Poitou. En juillet dernier, une première mouture avait été rejetée tant par la chambre d'agriculture que certaines collectivités, dont la métropole Grand Poitiers. Cette ultime version prévoit la construction de 30 bassins, contre 41 dans la précédente, pour un total de 8,9 millions de mètres cubes d'eau qui pourront être mis à la disposition de 153 exploitations agricoles de la Vienne. En contrepartie, ces exploitants s'engagent à réduire leur impact environnemental en restaurant une partie des cours d'eaux et zones humides affectées par le projet, mais aussi en réduisant leur usage des pesticides.

Les opposants à ce projet de mégabassines ont dénoncé un passage en force. "C'est une concertation à l'image du protocole des bassines en Deux-Sèvres", a estimé Romain Guillot, le président de l'association Eco-avenir. "Au début, il y avait plein de signataires et des associations écologistes et maintenant ils se retrouvent dans un entre-soi." Une position partagée par la maire de Poitiers Laurence Moncond'huy, faisant état sur sa page Facebook, des risques d'une telle méthode. "Ce passage en force est extrêmement dangereux, alors que les tensions augmentent partout autour des usages de l'eau." "Ces retenues sont de fausses solutions, inadaptées au changement climatique. Aujourd'hui, et encore plus demain, l'eau sera plus rare : ces projets n'en tiennent pas compte", a alerté l'élue qui, comme d'autres élus écologistes, demande un moratoire pour un "vrai projet de territoire pour la gestion de l'eau".

France 3 Régions/France Info